



ISHYAKA RIHARANIRA ITERAMBERE N'UBWISANZURE KURI BOSE
LE PARTI DU DÉVELOPPEMENT ET LIBERTÉ POUR TOUS
THE PARTY FOR DEVELOPMENT AND LIBERTY FOR ALL

Tel: + 250 782 559 520
Email: info@dalfa.org
Website: www.dalfa.org

Communiqué de presse

DALFA UMURINZI demande aux autorités rwandaises de ne pas brutaliser ceux qui habitent dans des zones inondables ou de glissement de terrain.

Ces derniers jours dans la Capitale Kigali, ceux qui habitent dans des zones où il existe un risque d'inondation ou de glissements de terrain sont en train d'être expulsés dans des conditions brutales. Les autorités locales utilisent les gens pour qu'ils aillent démolir les habitations de leurs voisins. Ces démolitions qui se font de façon inopinée laissent les gens moralement dévastés. Parfois, les biens du ménage sont détruits lorsque la démolition a lieu en l'absence des locataires ou des propriétaires

Les locataires reçoivent 30 000 francs rwandais (l'équivalent de 30 euros) pour chercher un logement ailleurs et les propriétaires reçoivent 90 000 francs rwandais (l'équivalent de 90 euros) afin de trouver où loger. Mais il y'a d'autres personnes qui sont laissées pour compte sans contrepartie et ces personnes dorment maintenant en plein air alors que c'est la saison des pluies. D'autres ont été conduites dans des salles d'écoles.

Ces démolitions démontrent qu'il n'y a pas eu de planification appropriée et durable du plan d'urbanisation et du programme d'aménagement territoriale alors que cela faisait partie du programme Vision 2020.

Démolir les habitations des citoyens sans une compensation adéquate qui leur permet de payer un loyer ailleurs n'est pas correct. Toutes ces mesures prises par le gouvernement sont à court terme. De plus, ces démolitions rendent précaire la vie des citoyens et ont un impact négatif sur leur bien-être.

DALFA tient à rappeler aux autorités de notre pays, que sont des servants du peuple. L'une de leurs devoirs consiste à aider le peuple à résoudre leurs problèmes par la voie du dialogue constructif et dans le respect de la dignité humaine.

DALFA considère que l'opération de destruction des maisons des citoyens viole leurs droits humains et demande le gouvernement à y mettre fin. Bien que nous convenions que le gouvernement a le devoir d'assurer la sécurité de ses citoyens, la manière dont ce devoir est rempli doit se faire dans le respect des droits et des lois.

Victoire Ingabire Umuhoza

Présidente de DALFA UMURINZI

Kigali 15 décembre 2019